

## Editorial: Quand la société se décompose

Mardi 23 Octobre 2012

Récemment, des familles marseillaises ont expulsé manu militari des Rom établis près de chez elles dans un camp sauvage, se substituant à la justice et à la force publique.

Récemment, une bagarre a dégénéré en meurtre et fait deux morts à Échirolles dans l'Isère, indiquant que la violence la plus sauvage n'était pas l'apanage de Marseille.

Récemment, des émeutes violentes ont succédé à la diffusion d'un film caricaturant Mahomet. L'idée de réprimer les blasphèmes a refait jour autour du principe « Vous avez la liberté de critiquer, mais il vaudrait mieux ne pas ».

Tous ces événements peuvent être considérés comme sans rapport. Ils peuvent aussi être limités à leur brutalité, considérant qu'il s'agit là d'un dérapage de la société vers la violence. Ils amèneraient naturellement à demander une politique de plus en plus sécuritaire.

Si, de fait, ces actes sont bien liés, ce n'est pas par l'expression d'une soudaine transformation violente de la société. C'est simplement qu'au fil des ans, c'est la société même qui se dilue, que l'idéologie qui s'est répandue sur le monde depuis plus de trois décennies a brisé toutes les solidarités et toutes les responsabilités sociales au nom du sacro saint libéralisme. À ceux qui verraient dans ces phrases une nouvelle obsession du complot, rappelons la phrase fameuse de Margaret Thatcher : « la société, ça n'existe pas » !

Si les banlieues deviennent un champ d'affrontement, c'est que l'État ne joue plus son rôle, voire même le soustraite à des intérêts particuliers (Voir article de Anne-Cécile Robert). Si les religions s'attaquent à la liberté de pensée, c'est que les garants de la laïcité en parlent toujours sans en assumer toujours les conditions d'existence (Voir article de Gilbert Legay). Si la cohésion sociale s'efface au profit des conflits égoïstes, c'est que les gouvernements successifs ont systématiquement cédé aux intérêts parcellaires, détruisant le tissu économique et social nécessaire au pays (Voir article de Christian Berthier). Où est la République dans tout ça ?

La violence que chacun regrette, de façon d'ailleurs plus ou moins hypocrite, est largement la conséquence d'une autre violence, celle des institutions politiques qui ne privilégient que le court terme, qui cède systématiquement aux pressions des lobbies financiers les plus primitifs, qui théorise la fin de l'intérêt général, des valeurs républicaines et même de la démocratie.

Le débat sur le Traité TSCG, dit pacte budgétaire, a permis de faire apparaître la vraie pensée de ceux qui nous gouvernent, en particulier, en les obligeant à répondre à ceux qui s'inquiètent de la disparition du rôle de parlement. Ainsi, alors même que la Cour de Karlsruhe (le Conseil constitutionnel allemand) a réaffirmé le rôle éminent du Bundestag, Elisabeth Guigou, ancien garde des sceaux socialiste, a cru bon de déclarer : « Il ne s'agit pas d'aller vers un système de mandat impératif à l'allemande, qui provoquerait, soit dit en passant, un blocage général de l'Union européenne ». Au nom de l'Europe, détruisons la démocratie !

Vive la République quand même !

Le Groupe République!

<http://www.le-groupe-republique.fr>